

Sociologie politique  
Qu'est-ce que le Hezbollah ?

**Daniel Meier**

DANS **LES CAHIERS DE L'ORIENT 2013/4 N° 112**, PAGES 35 À 47  
ÉDITIONS **CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE PROCHE-ORIENT**

ISSN 0767-6468

DOI 10.3917/lcdlo.112.0035

Date de mise en ligne : 01/11/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2013-4-page-35?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Qu'est-ce que le Hezbollah ?

par Daniel Meier \*

**E**n Europe, plus personne n'ignore l'existence du Hezbollah, dont le nom signifie « parti de Dieu », mais diverses représentations plus ou moins fantasmagiques continuent d'être relayées par les médias – *a fortiori* depuis la condamnation de sa branche militaire comme groupe terroriste par l'Union européenne. Son nom est attaché plus profondément à un lien flou avec l'Iran et à des opérations anti-occidentales (enlèvements, attentats suicide) durant la guerre civile libanaise, de 1975-1990. Le palmarès du Hezbollah est donc des plus sérieux et sa longévité significative en dépit des guerres qui lui ont été faites, la dernière en date lancée par Israël en 2006 ayant conduit, si l'on en croit le discours du parti, à une « victoire divine ». Comment émerge ce mouvement et comment parvient-il à asseoir son autorité sur un grand nombre de chiïtes libanais ? Qui dirige ce groupe et quels sont ses liens avec l'Iran et la Syrie ? S'agit-il d'un État dans l'État, comme le prétendent ses détracteurs ? Enfin, dans le contexte de guerre en Syrie et de tensions sunnito-chiïtes, comment déchiffrer son comportement ?

---

\* Docteur en sociologie politique, Daniel Meier a enseigné dans les Universités de Genève, Venise, Beyrouth (USJ) et Oxford. Boursier de plusieurs institutions européennes et suisses, il achève une recherche post-doctorale sur les enjeux identitaires et frontaliers au Sud du Liban au St Antony's College d'Oxford. Son dernier livre, *Le Liban, est paru dans la collection « Idées reçues » (Le Cavalier bleu, 2011, 2<sup>e</sup> édition).*

## Les origines et le poids du chiisme

Le mouvement du Hezbollah a été créé par l'union de trois groupes politico-religieux chiites libanais en 1982. Son contexte local et régional d'apparition est à ce titre déterminant. La communauté chiite libanaise avait connu depuis la fin des années 1960 un processus de mobilisation autour de la figure du clerc Moussa Al Sadr qui fonda le « Mouvement des déshérités », avant de se lancer dans les affres de la guerre à la tête de la milice Amal<sup>1</sup>. La disparition de son fondateur en 1978 puis la révolution iranienne de 1979 provoquèrent une scission au sein d'Amal. Ce clivage avait également à sa base une perception différenciée de la résistance palestinienne, Amal ayant développé un fort antagonisme à l'égard de l'OLP, qu'il accusait d'être responsable des dommages causés par Israël lors de ses répliques destructrices au Sud-Liban, alors que le courant islamique d'Amal, composé de plusieurs futurs cadres du Hezbollah, dont Hassan Nasrallah lui-même<sup>2</sup>, voyait l'importance symbolique de la question palestinienne d'une part, et le rôle nodal de la résistance armée face à Israël d'autre part. La mobilisation islamique gagna en intensité notamment grâce à l'organisation de comité de soutien à la révolution iranienne dans les mosquées et les *husseiniyyeh*, ainsi qu'au rôle déterminant des activistes du parti Al Da'wa dont le guide spirituel, le *Sayyid* Mohammed Hussein Fadlallah, encouragea la lutte armée dès le moment où Israël envahit le Liban, en juin 1982<sup>3</sup>.

La Révolution islamique de 1979 en Iran avait permis de faire triompher un projet novateur qui se voulait révolutionnaire, celui de l'État islamique, emmené par une importante figure religieuse de l'islam chiite: l'ayatollah Khomeiny. Sa théorie politique de « la guidance du jurisconsulte » (*wilāyat al-faqih*<sup>4</sup>) fit des émules, notamment parmi les chiites libanais, par le truchement de clercs réputés. En 1982, ceux-ci demandèrent le soutien de l'Iran afin de contrer l'invasion israélienne. Après avoir renoncé à envoyer des troupes de son armée en raison de sa guerre avec l'Irak, l'Iran dépêcha

1. *Amal* (espoir) est l'acronyme de « *Afwaj al mouqawama al loubnaniyya* » (Détachements de la résistance libanaise) (NDR).

2. Daher, 2008 (voir bibliographie en fin d'article).

3. Harb, 2010.

4. Ou « *velayet e faqih* », en persan: le fait que le plus haut dignitaire religieux chiite puisse assumer des fonctions de « guide suprême » à la fois religieux et politique.

5. Mervin, 2008, p. 79.

au Liban un corps de 1500 Gardiens de la révolution, les *Pasdaran*, afin d'y former les premiers bataillons de la résistance islamique au Liban<sup>5</sup>. Outre les armes et un entraînement militaire, l'Iran procura aux militants chiites libanais une formation au chiïsme politique et donc à la théorie khomeyniste de la *wilâyat al-faqîh*. De quoi s'agit-il ?

La « grande occultation » (disparition) du *Mahdi*, le douzième Imam chiite, en 878 ap. J.-C., ouvrit le débat parmi les clercs afin de savoir qui pouvait diriger la communauté en l'absence de l'Imam. Au XIX<sup>e</sup> siècle enfin, une décision fut prise pour mettre en place un système de recours aux savants religieux : c'est ainsi qu'est apparue l'institution religieuse de la *marja'iyya* et le recours au *marja'*, (ou *marja' al-taqlîd*, littéralement : « source d'imitation ») qui est le religieux considéré comme le plus savant par ses pairs, susceptible d'attirer des adeptes qui suivent ses avis et lui versent un impôt religieux. L'ayatollah Khomeiny, exilé à Najaf en Irak durant les années 1960, élaborait sa théorie qui considère que cette guidance du religieux peut être couplée avec sa conception du gouvernement islamique, base de l'État islamique. Le *faqîh* (jurisconsulte) peut, en l'absence de l'Imam, légitimement statuer en son nom sur les questions tant religieuses que matérielles et politiques. En somme, avec lui, le *marja'* le plus reconnu par ses pairs détient la *wilâya* (la guidance). Si Khomeiny fut largement reconnu comme tel, il n'en va pas de même de l'actuel *walî* en Iran (Ali Khamenei), désigné par Khomeiny pour lui succéder à sa mort en 1989. Ce dernier ne fait pas autorité en tant que *marja'* en Iran, où ce titre lui a été refusé. Toutefois, hors d'Iran, il possède des adeptes qui le reconnaissent comme *marja'* et l'un de ses représentants locaux (*wakil*) est justement Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah. Dès lors, sa compétence quant aux orientations de ce mouvement se limite à des principes de politique générale et une autorité sur les questions cruciales (la définition des amis et ennemis et la nécessité du *jihâd*), le Hezbollah disposant à son tour d'un large espace de décision pour ce qui concerne son agenda interne au Liban<sup>6</sup>.

6. Mervin, 2008.

## La trajectoire politico-militaire

Le « parti de Dieu » ne s'affirma au grand jour qu'en 1985 par le truchement d'une lettre ouverte où il précisait ses deux objectifs : la résistance armée contre l'occupation israélienne au Liban, suite à son invasion du pays en 1982, et l'établissement d'un État islamique. Si la lutte anti-israélienne, dénommée « résistance », était devenue l'apanage du Hezbollah, ce mouvement accrut sa légitimité populaire en milieu chiite par des programmes sociaux au profit d'une population abandonnée par un État qui avait alors quasiment disparu. Son implantation au Sud-Liban et dans la banlieue sud de la capitale s'effectua progressivement dès cette époque, par le biais de ses services sociaux d'une part, et de l'autre par la mobilisation des régions chiites via des figures politico-religieuses locales (comme la promotion de Hassan Nasrallah, originaire du Sud-Liban, comme responsable organisationnel à Beyrouth), ainsi que la diffusion d'une culture de la résistance et de symboles de martyrs (tels que Ragheb Harb<sup>7</sup>). En outre, dès cette époque, le parti possédait un organigramme de type léniniste<sup>8</sup> dominé par un Conseil suprême (*shoura*) de dix-sept membres, alors tous des clercs, organisant un comité exécutif de neuf membres sous les ordres d'un secrétaire général, un « politburo » de quinze membres supervisant les différents comités du parti selon trois axes : recrutement et propagande, reconstruction, sécurité. Un quatrième organe, l'aile militaire, dépendait directement du Conseil suprême<sup>9</sup>.

Les années 1980 ont constitué une montée en puissance du Hezbollah qui a pu conquérir par la force une place prépondérante sur la scène politico-militaire libanaise, à la faveur de la déconfiture de la résistance palestinienne prise entre la machine de guerre israélienne et la stratégie de partition syrienne. Cela s'est fait d'une part au prix de sérieux combats contre la milice chiite Amal (1988-1990), soutenue par Damas, et d'autre part contre des formations de gauche de la résistance anti-israélienne, comme le Parti communiste libanais (PCL) ou le Parti social nationaliste syrien (PSNS) qui

7. Originaire du Liban Sud, l'imam Ragheb Harb fut l'un des fondateurs du Hezbollah avant d'être tué en 1984 par l'armée israélienne.

8. Abu Khalil, 1991.

9. Hamzeh, 1993.

étaient à la base du Front de résistance nationale créé en septembre 1982. Cette montée en puissance a connu un virage stratégique important en 1985 lorsque l'armée israélienne s'est repliée derrière la « zone de sécurité » qu'elle avait édifée au Sud-Liban, grâce à l'Armée du Sud Liban (ASL), une milice chrétienne locale qu'elle soudoyait. Dès lors s'engagea une guerre d'usure et de harcèlement contre cette bande occupée par Israël représentant un territoire de 850 à 1 100 km<sup>2</sup> le long de la frontière sud, délimité par une série de postes avancés et des terrains minés.

La mort de Khomeiny en 1989 et le règlement de la fin de la guerre civile libanaise, signé sous les auspices de la Syrie et de l'Arabie séoudite à Taëf la même année, amenèrent le parti à procéder à un *aggiornamento* de son programme. Sa survie dans le nouvel environnement post-conflit au Liban, fruit d'un accord entre l'Iran et la Syrie, nécessitait la mise entre parenthèses du projet d'instauration d'un État islamique et sa spécialisation sur la question de la résistance en tant que mouvement politico-militaire. Sous la houlette d'Abbas Moussaoui puis, après son assassinat par Israël en 1992, de Hassan Nasrallah, le Hezbollah s'attela à cette « normalisation », également désignée par le terme de « libanisation »<sup>10</sup> afin de qualifier son entrée dans le champ politique libanais (avec l'élection de représentants au Parlement) et son acceptation de la nature pluricommunautaire du politique au Liban. Ce processus s'accompagnait de la légitimation de sa lutte armée au Sud-Liban, qui fut encouragée par l'État sous le label d'une lutte contre l'occupation israélienne. Plus encore, cette alliance irano-syrienne entendait servir l'intérêt de chaque pays, la Syrie se dotant ainsi d'un moyen de pression sur Israël et l'Iran renforçant son emprise sur la scène israélo-arabe. De fait, l'hégémonie de la lutte armée anti-israélienne ainsi confiée au Hezbollah ouvrait la porte à sa qualification de défenseur de la souveraineté nationale, avec tous les profits imaginables et toutes les pertes subséquentes (notamment du monopole de l'exercice de la force légitime) pour l'État libanais.

10. Alagha, 2006.

Durant les années 1990, le « parti de Dieu » développa une capacité sociale de mobilisation par le biais de sa présence massive et efficace au niveau de l'action sociale, ensermant les habitants de la banlieue sud de Beyrouth dans un filet d'assistance multiforme (sanitaire, éducatif, religieux et professionnel). Ce dispositif, qualifié par ses concepteurs de *hâla islâmiyya*, ou « sphère islamique », a été accentué par la mise en place de médias (télévision et radio) diffusant des programmes axés sur la résistance armée et la connaissance de l'ennemi, autrement dit Israël et les États-Unis, fournissant de la sorte un miroir à la communauté politique résistante<sup>11</sup>. Cette force sociale était rendue possible à la fois par le développement économique de la communauté chiite dans le monde et par le prélèvement volontaire d'impôts religieux, mais aussi par l'afflux de financements iraniens substantiels. Enfin, on ne peut éluder le poids de la religion dans la moralisation de la vie individuelle et sociale à travers des modes d'action et de pensée. C'est donc à un projet de contre-société que s'est attaché le Hezbollah, édifiant une société de la résistance<sup>12</sup> en exerçant une emprise sur le réseau éducatif et une mouvance de plusieurs dizaines d'établissements, à la faveur des carences de l'État, diffusant ainsi une culture de l'*iltizâm* (engagement religieux) en accord avec les codes et valeurs de la *hâla islâmiyya*.

Le pouvoir politique du Hezbollah alla croissant durant les années 1990 à la mesure de sa guerre d'usure avec Israël, et poussa ce dernier à signer un *memorandum of understanding* en avril 1996, au terme de son opération militaire « Raisins de la colère » qui s'était soldée par le massacre d'une centaine de civils tués par des obus israéliens dans un abri des Nations unies. Ce mémorandum sonnait comme une victoire diplomatique et militaire pour le Hezbollah puisque, tout en limitant le rayon d'action du « parti de Dieu » au territoire libanais, cet accord lui reconnaissait le droit de combattre les troupes supplétives d'Israël constituées par l'Armée du Liban-Sud (ALS) dans la « zone de sécurité » ; en outre il introduisait un mécanisme de contrôle international qui devait nettement freiner les velléités

11. Lamouloum, 2009.

12. Harb, 2010.

13. Hollis & Shehadi, 1996.

14. Meier, 2009.

15. Voir Franck Mermier, Elisabeth Picard (dir.), *Liban une guerre de 33 jours*, La Découverte, 2006 (NdIR).

israéliennes de bombarder le Sud-Liban<sup>13</sup>. Cette occupation de la zone frontalière, par sa construction de l'ennemi sur la base d'une confrontation quasi quotidienne, offrait au Hezbollah l'opportunité de renforcer son identité politico-militaire de groupe national résistant, dépassant ainsi la seule étiquette de milice communautaire chiite<sup>14</sup>. Pour Israël, le bilan humain désastreux de cette occupation impopulaire d'une portion du Liban – que l'on peut chiffrer à vingt-cinq soldats israéliens tués chaque année – conduisit le gouvernement d'Ehud Barak au retrait unilatéral le 22 mai 2000. Ce retrait fut considéré, à une large échelle nationale et régionale, comme une victoire du « parti de Dieu » sur Israël, une sorte de « preuve » que seule la résistance armée paie. Dans le même temps, le parti prit prétexte de la non-évacuation du territoire des fermes de Chebaa, aux confins libano-syro-israéliens de la frontière sud, pour justifier la continuation de sa résistance armée, quand bien même l'appartenance au Liban de ce territoire est le sujet d'une controverse entre le Liban, Israël et les Nations unies<sup>15</sup>.

Les effets de ce retrait sur la scène libanaise se firent progressivement jour dans un lent processus de remobilisation des formations politiques critiques à l'égard de la présence syrienne. L'on vit ainsi (re)surgir le terme d'« État dans l'État » pour qualifier, non plus la présence palestinienne au Liban, mais l'existence armée du Hezbollah. Ces dénonciations devinrent plus virulentes encore à la suite du séisme que provoqua l'assassinat en février 2005 de l'homme fort du sunnisme politique libanais, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri qui, par suite de divergences politiques, avait décidé de ne plus jouer le jeu syrien et tenté de former une coalition politique transcommunautaire druze/sunnite/chrétienne afin de renverser la domination des acteurs pro-syriens sur l'échiquier politique libanais. L'onde de choc inhérente à la disparition de ce symbole provoqua une mobilisation populaire sans précédent et la montée d'un fort sentiment anti-syrien. Face à la pression internationale qui, sous la double impulsion américano-française, avait promulgué la résolution 1559 – laquelle demandait entre autres le désarmement de toutes les milices,

et donc implicitement du Hezbollah – Damas annonça son retrait militaire au début de mars 2005 provoquant, le 8 mars, une démonstration de force des formations pro-syriennes, incluant le Hezbollah, dans une manifestation géante « en remerciement à la Syrie ». Six jours plus tard, le 14 mars 2005, la coalition anti-syrienne instituée par Rafic Hariri mobilisa un million de personnes pour réclamer le départ des troupes de Damas. Cette polarisation politique entre deux visions du Liban, latente depuis quelques années, émergeait alors et allait structurer l'espace politique libanais depuis lors.

Dans ce contexte, le Hezbollah dû prendre un virage significatif afin de garantir ses intérêts, notamment au niveau gouvernemental. C'est ainsi qu'à l'issue des législatives de l'été 2005, le parti de Dieu s'engagea pour la première fois de son histoire au sein de l'exécutif en y plaçant deux ministres. Cette stratégie d'investissement au sein de l'appareil d'État a récemment connu – depuis le renversement du cabinet de Saad Hariri<sup>16</sup> en janvier 2011 – un nouveau développement avec l'emprise de la coalition pro-syrienne du 8 mars sur le pouvoir durant le mandat du Premier ministre Najib Mikati. Pour le parti de Hassan Nasrallah, en l'absence de la couverture du parrain syrien, exercer un contrôle sur le pouvoir semble être devenu une nécessité, au moins pour garantir la pérennité de ses intérêts stratégiques (sécuritaires, militaires, politiques). C'est dans cette perspective qu'il faut lire les événements du printemps 2008, qui ont vu le Hezbollah effectuer un coup de force militaire sur l'ouest de la capitale en prenant prétexte de décisions du Conseil des ministres, alors dirigé par Fouad Siniora et dominé par le courant du 14 mars, affectant sa sécurité. En imposant pareillement un rapport de forces militaire sur le terrain – au prix de soixante-cinq morts et près de deux cents blessés – le Hezbollah entendait amener ses adversaires à composer quant à l'octroi d'un droit de veto au sein de l'exécutif afin de bloquer toute décision gouvernementale contrevenant à ses intérêts. Les accords de Doha, signés le 21 mai 2008 entre les mouvements du 8 et du 14 mars, octroyèrent donc au Hezbollah et au « 8 mars » ce droit de veto<sup>17</sup>. Cette victoire

16. Fils de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri (Ndlr).

17. Ils avaient plus largement permis la levée d'autres blocages institutionnels, dont la nomination du président de la République et la remise en route d'une entente *a minima* entre parties en jeu. Cf. Berthelot (2011).

stratégique fut une victoire à la Pyrrhus puisque l'armement du Hezbollah, par son usage à des fins intérieures et politiques, perdait tout le crédit et la légitimité dont il avait pu s'enorgueillir avec la guerre de juillet 2006 contre Israël.

En outre, les considérations sécuritaires étaient pour le « parti de Dieu » un point sensible, au vu des menées américaines dans la région moyen-orientale : leur slogan appelait à remodeler la région par une succession de *regime change* et l'Afghanistan, puis l'Irak, avaient vu leurs régimes renversés par la machine militaire américaine. Dans cette vision, le Liban était un maillon de la stratégie visant à faire chuter le régime syrien par l'élimination de son allié stratégique, le Hezbollah. L'entreprise israélienne de 2006 – présentée comme des représailles au kidnapping de deux soldats israéliens par le Hezbollah sur la « ligne bleue » – se heurta à une organisation militaire extrêmement bien préparée, mettant en échec l'armée israélienne, et fut pour le Liban une catastrophe au plan de sa population (plus de mille civils tués et plus d'un million de déplacés) et de ses infrastructures. Pour le Hezbollah, elle représenta un succès militaire évident, célébré par le slogan de « la victoire divine », et lui donna même l'occasion de montrer l'efficacité de son service social et de reconstruction des nombreux immeubles détruits dans la banlieue sud de Beyrouth. Il est toutefois avéré qu'elle ne fit que polariser davantage les deux camps politiques des 8 et 14 mars, au point de bloquer l'exécutif en raison de divergences majeures sur des dossiers sensibles comme la création du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de faire la lumière sur l'assassinat de Rafic Hariri<sup>18</sup>.

18. À l'été 2011, le TSL mit du reste en accusation quatre membres du Hezbollah.

## La vision et les armes du Hezbollah

19. Nous nous référons ici à la traduction et à l'analyse qui en a été faite dans Alagha (2011).

C'est en décembre 2009 que paraît le nouveau document politique du Hezbollah<sup>19</sup>, fruit d'un conclave long de plus de quatre mois et ayant rassemblé plusieurs milliers de cadres et membres du parti. Si le monde y est toujours divisé sui-

vant la dualité khomeiniste « opprimés contre oppresseurs » (*mustad'afin/mustakbirin*), dans une verve rappelant la théologie de la libération, le Hezbollah appelle à l'union de tous les opprimés et se déclare opposé à une économie ultralibérale. Pas de changement non plus en ce qui concerne sa conception d'Israël, qualifié d'« entité sioniste », son soutien à la cause palestinienne ou sa dénonciation de l'hégémonie américaine mondiale. Ses relations avec l'Union européenne connaissent en revanche un changement qualitatif, puisque le Hezbollah appelle les Européens à avoir à son égard une approche objective et indépendante de celle des États-Unis. Concernant le Liban, le parti le reconnaît comme patrie définitive dans ses frontières actuelles mais se fait l'avocat d'une réforme politique visant à abolir le confessionnalisme politique. En outre, il défend la formule politique de la démocratie consensuelle et appelle à adopter une stratégie de défense nationale face à la menace israélienne. L'État libanais, dans sa vision, doit être fort, juste, digne, avoir un rôle sur la scène locale et vraiment représenter la volonté du peuple. En outre, il doit avoir des relations privilégiées avec la Syrie et de bonnes relations avec l'Iran qui est le principal soutien à la cause de la *oumma*, précise-t-il. Ce document politique se termine par un appel à l'unité des musulmans et des pays arabes pour affronter les dangers et complots, notamment la discorde (*fitna*) entre sunnites et chiïtes.

Ce texte identifie donc un État, le Liban, sur lequel les efforts et investissements du parti doivent porter. Dans un discours antérieur, Hassan Nasrallah appelait du reste à l'édification d'un « État de la Résistance » dont on a ici quelques caractéristiques. Toutefois, rien n'est dit de l'incorporation des miliciens du Hezbollah au sein de cet État. Et bien sûr, les effets politiques de la possession de son arsenal sont passés sous silence. Or, sur le plan interne, il est indéniable que ces armes ont conduit à des tensions qui ont de plus en plus polarisé sunnites et chiïtes et créé un sentiment d'insécurité diffus et de fierté blessée dans la communauté sunnite, notamment après les affrontements de mai 2008 et les attentats ayant

20. Voir les affrontements de Saïda qui ont vu une violente réplique de l'armée employée à démanteler la milice du cheikh Assir. Cf. *The Daily Star*, 25 juin 2013.

coûté la vie à des officiers sunnites pro-14 mars de l'appareil sécuritaire. On a surtout vu l'émergence d'acteurs sunnites armés au discours revanchard à l'égard du Hezbollah, à Tripoli et surtout à Saïda, avec la mouvance du cheikh Assir. Ses provocations ont longtemps été couvertes par le Courant du Futur, le parti de la famille Hariri, jusqu'à ce qu'il s'en prenne militairement à l'armée libanaise accusée d'être du côté du Hezbollah<sup>20</sup>. Sur un plan externe, cet arsenal a été perçu par les grandes puissances comme une menace pour la sécurité régionale (on pense à la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU et à la guerre de 2006).

Dans le contexte de l'investissement du « parti de Dieu » au côté du régime baathiste en Syrie, cet arsenal revêt une nouvelle dimension de forte polarisation puisqu'il semble constituer un atout majeur pour Bachar Al Assad dans sa confrontation avec les insurgés, comme semble en attester la reprise de la ville de Qussayr, fin mai 2013, par l'armée syrienne appuyée par des miliciens du Hezbollah, puis celle de Homs fin juillet 2013. Si le parti de Hassan Nasrallah était en mauvaise posture depuis le début du conflit syrien en raison de son soutien verbal inconditionnel au président syrien, son aveu d'engagement militaire pour soutenir le régime baathiste – perçu comme une ligne rouge stratégique car il engage son hégémonie locale – l'a mis sous le feu des accusations du « 14 mars » et des opérations militaires des insurgés syriens sur le territoire libanais, à travers plusieurs attentats contre son fief de la banlieue sud de Beyrouth. Cette dangereuse escalade pour le Liban pourrait lui permettre de ressouder ses rangs et ainsi stigmatiser les entrepreneurs de la violence, comme le cheikh Assir, en se posant comme le gardien de la stabilité nationale aux côtés de l'armée.

\*

Si l'image du Hezbollah comme résistance héroïque luttant contre les forces d'oppression sort très largement écornée de son appui à un régime prêt à massacrer sa population pour se maintenir au pouvoir, sa position sur l'échiquier libanais

est loin d'être compromise tant ce que représente le parti de Hassan Nasrallah dépasse largement la simple structure partisane ou militaire. Comme nous l'avons vu, il s'agit bien d'une société de résistance qui est édifiée chaque jour et qui, possiblement, se renforce aux niveaux identitaire et moral lorsque des coups lui sont portés. Sa dimension holistique et totalisante, l'enracinement de son soubassement idéologique dans la culture chiite et sa forte emprise sociale chez ses membres et partisans constituent une carapace extrêmement puissante qui rend le phénomène Hezbollah autrement plus profond qu'un simple groupe milicien qui dominerait une population. Le parti s'est donc incarné, tant spirituellement que moralement, dans une société qui représente aujourd'hui un demi-million d'individus.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABU KHALIL Asaad" (1991), « Ideology and Practice of Hizballah in Lebanon: Islamization of Leninist Organizational Principles », *Middle Eastern Studies*, Vol. 27, No 3, pp. 390-403.
- ALAGHA Joseph (2006), *The Shifts in Hizballah's Ideology*, Leiden, Amsterdam University Press.
- ALAGHA Joseph (2011), *Hizballah's Documents*, Leiden, Amsterdam University Press.
- BERTHELOT Pierre (2011), « Quel avenir pour l'accord de Doha sur le Liban? », *Confluences Méditerranée*, No 79, pp. 131-145.
- DAHER Aurélie (2008), « Hasan Nasrallah : éléments de biographie », in MERVIN S., *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, pp. 251-271.
- HAMZEH Nizar (1993), « Lebanon's Hizballah : from Islamic Revolution to Parliamentary Accommodation », *Third World Quarterly*, Vol. 14, No 2, pp. 321-337.

- HARB Mona (2010), *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005)*, Paris, IFPO-Karthala.
- HOLLIS Rosemary, SHEHADI Nadim (eds.), (1996), *Lebanon on Hold. Implications for Middle East Peace*, Oxford: The Royal Institute of International Affairs & Centre for Lebanese Studies.
- LAMLOUM Oifa (2009), « L'histoire sociale du Hezbollah à travers ses médias. Système de représentation et inscription territoriale », *Politix*, Vol.22, No 87, pp. 169-187.
- MEIER Daniel (2009), « The Intimacy of Enmity: the Hezbollah-Israel Relation », in Guggisberg M., Weir D. (eds), *Understanding Violence: Contexts and Portrayals*, Oxford: Inter-Disciplinary Press, pp. 95-108.
- MERVIN Sabrina (dir.) (2008), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud.